

TENSIONS ENTRE ISRAËL ET L'IRAN

Renaud Girard, Grand reporter et chroniqueur international du *Le Figaro*

J'aimerais revenir aux tensions entre Israël et l'Iran. Comme je l'ai dit, Catherine Ashton a lancé à Astana des pourparlers avec l'Iran. Puis, avec Obama, les Américains les ont rejoints, avec pour résultat remarquable les accords de Vienne du 14 juillet 2015 sur le programme nucléaire iranien. Tout se passait bien. L'Agence internationale de l'énergie atomique, basée à Vienne, a vérifié que l'Iran respectait ses obligations. Puis Trump est arrivé, a décidé que les États-Unis se retirent de l'accord, qui avait été modifié pour devenir une résolution de l'ONU. Et depuis, les Européens ont été incapables de faire appliquer l'accord. Les Français et les Allemands ont essayé de sauver l'accord de Vienne, à l'aide d'un système très compliqué, appelé Instex que je ne détaillerai pas ici. Ce fut malgré tout un échec, en raison de la pression exercée par le Trésor américain sur les entreprises allemandes et françaises.

Volker, avons-nous encore un rôle à jouer dans le conflit entre Israël et l'Iran ou devons-nous abandonner la situation aux mains de Trump et d'Elon Musk ? Vous savez qu'Elon Musk a rencontré l'Ambassadeur d'Iran aux États-Unis, peut-être en prévision d'un gros accord, ou que sais-je. Comment analysez-vous cela ?

Volker Perthes, Senior Distinguished Fellow du German Institute for International and Security Affairs (SWP)

Merci pour cette question, qui en contient deux il me semble. En premier lieu, si deux parties décident de s'affronter, il y a peu de chance qu'elles demandent leur avis aux Européens. Si Israël ou le gouvernement israélien décident, en dépit des meilleurs conseils, y compris ceux de la Maison Blanche, de lancer une attaque à grande échelle contre l'Iran afin de détruire son programme nucléaire, voire son régime, les Européens ne pourront pas les en empêcher. Il n'en reste pas moins que la diplomatie préventive s'exerce en amont. Et je reste un fervent défenseur du Plan d'action global commun (PAGC), qui en est un premier pas. Cet accord était un accomplissement remarquable en termes de diplomatie préventive et il aurait pu fonctionner. C'était une première étape, à laquelle il manquait une dimension régionale, ce que les pays du Golfe ont critiqué, sans doute à juste titre. C'était toutefois une première étape cruciale et les Iraniens étaient prêts à respecter les conditions de cet accord. Comme vous l'avez justement dit, ce ne sont pas les Iraniens qui ont dénoncé l'accord. C'est le gouvernement Trump qui l'a sabordé en retirant sa signature et en faisant pression sur les Européens, en particulier les Français et les Allemands, pour les dissuader de commercer avec l'Iran.

Deuxièmement, les Européens ont à nouveau un rôle à jouer en ce moment même, en se préparant au gouvernement Trump et à la fin officielle et légale du PAGC, qui prendra fin à

l'hiver 2025. Des discussions ont lieu concernant un possible ré-enclenchement des sanctions de l'ONU contre l'Iran si celui-ci décidait de violer les termes de cet accord. Les Américains n'ont pas le pouvoir de le faire puisqu'ils ne sont plus signataires du PAGC, mais les Européens, oui. Je n'ai pas assisté à ces discussions. Mais d'après ce que je sais, lors des discussions entre représentants Européens et Iraniens qui se tenaient à Genève il y a deux semaines, les Européens ont été très clairs à ce sujet. Ils ont déclaré vouloir un accord et être prêts à soutenir un accord entre les États-Unis et l'Iran si l'occasion s'en présentait. Mais si les Iraniens refusent de jouer le jeu, les Européens se joindront aux Américains afin de faire pression sur l'Iran, y compris pour déclarer le retour et l'application des sanctions. De même, notre rôle pourrait être déterminant, dans l'hypothèse où un accord serait trouvé entre le gouvernement Trump et l'Iran, afin de lever les sanctions et de réintégrer réellement l'Iran dans la région. Je suis prêt à soutenir tout contact entre le président élu des États-Unis et les Iraniens. Je me range à l'avis d'Itamar Rabinovich, qui considère qu'en dernier recours, lors de son second mandat, le président Trump préférera trouver un accord avec l'Iran plutôt qu'entraîner les États-Unis dans un nouveau conflit au Moyen-Orient, qui serait forcément de longue durée. Je sais bien que les responsables politiques qui déclarent la guerre, ou les généraux qui les conseillent, promettent toujours à la population que la guerre sera courte, mais ça ne se passe jamais ainsi. George W. Bush était convaincu que la guerre en Iraq serait brève. Et pourtant les troupes américaines y sont toujours. Il me semble que Donald Trump comprend cela, d'instinct. Il n'a aucune envie d'un conflit interminable au Moyen-Orient. On peut citer le fait qu'il a signé un accord avec les Talibans que Joe Biden a ensuite été obligé de respecter. Ou qu'il a donné l'ordre aux troupes américaines de se retirer de Syrie, ordre que personne n'a appliqué. Mais il ne voudra pas entraîner l'armée américaine dans un nouveau conflit au Moyen-Orient. C'est un bon point de départ pour permettre aux Européens d'user de leurs compétences, de leur expérience et de leurs ressources en matière de diplomatie et pour essayer de coopérer avec les États-Unis en vue d'un accord avec les Iraniens.

À mon sens, nous sommes face à une réelle opportunité, car l'Iran vient de subir un revers. Les Iraniens ne disent pas concrètement qu'ils ont essuyé une défaite, personne n'emploie ces mots, mais c'est pourtant le cas. L'Iran n'a plus aucune défense aérienne efficace. Et surtout, son influence régionale, que tout le monde avait surestimée auparavant, en ressort sérieusement diminuée. Nous avons tous surestimé le poids régional de l'Iran. On s'est sans doute laissé berné par les propagandes israélienne et iranienne. D'un côté les Iraniens déclaraient être si puissants qu'ils pouvaient vaincre n'importe qui. De l'autre côté, les Israéliens disaient, regardez, ils sont si puissants qu'ils menacent tout le monde. Si bien qu'on les a crus tous les deux. Dans cette histoire, il y avait finalement plus de fantasme que de réalité. Non seulement l'Iran n'a pas su dissuader Israël d'attaquer. Mais surtout, l'Iran a été incapable de protéger ses supplétifs, avec pour conséquence que l'image, l'aura, de l'Iran au Moyen-Orient est détruite. J'imagine qu'à Téhéran les débats internes feront rage et j'espère que les dirigeants iraniens décideront de développer leur propre pays plutôt que d'essayer de dominer les pays de la région. En tout cas, je ne serais pas étonné que ce soit le cas puisque c'est le mandat pour lequel le président Pezeshkian a été élu. Et cela impliquerait de renouer le dialogue avec les Européens et les Américains au sujet de leur programme nucléaire.

Renaud Girard

Marc, j'aimerais votre avis sur la question centrale d'un conflit potentiel entre l'Iran et Israël. Est-il réaliste d'espérer un accord significatif entre l'Iran et l'Occident ? Comme vous le savez, en 2005, les Iraniens ont proposé un accord majeur à George W. Bush, qui l'a refusé. Qu'en pensez-vous ?

Marc Hecker, directeur adjoint de l'Ifri, rédacteur en chef de *Politique étrangère*, chercheur au centre des études de sécurité de l'Ifri

La situation actuelle me semble très différente. Il y a quelques faits à prendre en compte. Tout d'abord, l'Iran est plus proche que jamais d'une avancée dans son programme nucléaire, ce qui est inquiétant pour plusieurs acteurs régionaux, et surtout pour Israël. Ensuite, nombreux sont les dignitaires iraniens qui ont juré de détruire Israël. Enfin, par rapport aux précédentes décennies, l'Iran n'a probablement jamais été aussi affaibli. Ce sont tous les piliers de la stratégie iranienne qui ont été ainsi fragilisés. Le premier pilier, ce sont ses supplétifs. Je crois qu'on peut dire sans prendre trop de risque que l'Iran a perdu sa guerre par agents interposés. Le deuxième pilier, ce sont les missiles balistiques et les drones utilisés pour viser Israël et sans doute d'autres pays. Lorsque l'Iran les a lancés contre Israël en avril puis en octobre 2024, la plupart ont soit été détruits, soit été incapables de causer de réels dégâts à Israël. Le troisième pilier, c'est la question du nucléaire. Israël et Trump veulent se débarrasser du programme nucléaire iranien. La question c'est comment. Je pense qu'une opération de type militaire est beaucoup plus probable aujourd'hui qu'elle ne l'était il y a six mois. Mais je suis aussi de l'avis de Volker : les Iraniens savent qu'ils sont démunis et qu'ils n'ont plus aucune défense aérienne. Ils peuvent donc être tentés de faire des concessions. En fait, soit ils restent fidèles à leur idéologie et décident de poursuivre la même politique que par le passé et cela aboutira à une tragédie tôt ou tard, soit ils négocient. On n'en connaît pas les termes exacts mais il y aura sans aucun doute une proposition d'accord. Pour le moment, toutes les options sont sur la table.

Renaud Girard

Mohammed, imaginons que l'intention d'Elon Musk, lors de sa rencontre avec l'ambassadeur d'Iran, était de préparer un accord. Imaginons ensuite que, s'il est confirmé par le Sénat, Marco Rubio contacte chacun des alliés des États-Unis au sein du GCC et leur demande quelles conditions ils souhaiteraient dans le cadre de cet accord entre les États-Unis et l'Iran. Quelles seraient selon vous les réponses des Émirats, des Saoudiens et des autres ?

Mohammed Baharoon, directeur général du Dubai Public Policy Research Center (b'huth)

Croire que l'Iran est au plus faible et que c'est le moment de profiter de sa défaite pour lui imposer nos conditions serait tomber dans le piège, je crois. Ce serait même une grosse erreur. À ce stade, nous avons constaté beaucoup de changements dans l'attitude de l'Iran, qui ne sont pas seulement dus à sa faiblesse militaire, mais à sa propre légitimité, en lien avec ses propres réalités économiques. Face à la région, les Iraniens considéraient l'Arabie saoudite comme leur pire ennemi, non pas en raison de leur taille et de leur puissance équivalentes. Mais plutôt car l'Iran se voit comme le leader de l'islam chiite, tandis que l'Arabie saoudite est le leader de l'islam sunnite. Désormais, l'Arabie saoudite ne joue plus ce rôle, puisqu'elle se

consacre à la géoéconomie et à une autre sorte de révolution économique. L'Iran se retrouve seul dans ce jeu, privé d'adversaire, et il doit en tenir compte. Pour moi, ce serait une erreur de s'en féliciter et de considérer que c'est le bon moment pour frapper l'Iran et détruire son régime, et que la victoire est assurée. Au contraire, c'est surtout le moment d'aider l'Iran à évoluer et de l'encourager à jouer un nouveau jeu. Nous avons écouté Itamar énoncer les deux conditions d'un accord solide et je pense que la seconde condition est peut-être déjà en place. L'Iran n'instrumentalise pas ses supplétifs. Il s'agit d'une idée répandue par Israël. Souvenez-vous que le Hezbollah a accepté les démarcations des frontières maritimes pour des raisons économiques et non pas militaires. Des discussions étaient d'ailleurs en cours avant le 7 octobre en vue d'un accord sur les lignes des frontières terrestres. Cela aurait permis un accord de paix entre le Liban et Israël, qui aurait résolu tous les litiges frontaliers, et la fin de la résistance du Hezbollah. Selon moi, c'est cela, la meilleure façon d'aborder les choses : les problèmes avec Israël disparaîtraient puisqu'il n'y aurait plus de disputes sur les frontières. C'est vrai que nous soutenons la cause palestinienne, mais nous ne sommes pas en conflit ouvert avec Israël. Voilà ce qu'il faudrait faire à présent. Je crois qu'un accord historique est possible parce que l'Iran en a besoin. Et non pas parce que les États-Unis peuvent forcer l'Iran à signer.